

## Déclaration conjointe

### Bangladesh : Appel à la libération de deux défenseurs des droits humains injustement détenus

72 organisations de défense des droits humains expriment leur solidarité à l'égard d'**Adilur Rahman Khan** et d'**ASM Nasiruddin Elan**, deux défenseurs des droits humains du groupe Odhikar au Bangladesh, après leur condamnation à deux ans d'emprisonnement en représailles de leur travail en faveur des droits humains.

Le 14 septembre 2023, Adilur Rahman Khan, secrétaire d'Odhikar, membre de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et secrétaire général de la FIDH, et ASM Nasiruddin Elan, directeur d'Odhikar, ont été [condamnés](#) à deux ans de prison et à une amende, au terme de dix ans de harcèlement judiciaire acharné. Les deux hommes ont été placés en détention provisoire à la prison centrale de Dhaka. Les avocats de Khan et d'Elan prévoient de faire appel de la décision une fois que le tribunal aura délivré son jugement par écrit, ce qui pourrait prendre plusieurs mois.

Les poursuites à l'encontre des deux défenseurs ont été engagées après qu'Odhikar, organisation membre du réseau SOS-Torture de l'OMCT et de la FIDH, a publié un rapport d'enquête documentant des cas d'exécutions extrajudiciaires commises par l'État en réponse à une manifestation en mai 2013. En 2013, Adilur Rahman Khan et ASM Nasiruddin Elan ont été [détenus arbitrairement pendant 62 et 25 jours](#) respectivement avant d'être libérés sous caution. Depuis, ils n'ont cessé de faire l'objet d'un [harcèlement judiciaire constant](#), les tribunaux bangladais rejetant à plusieurs reprises leurs demandes sans motif juridique sérieux, poursuivant des témoins sans le consentement de l'avocat des accusés ou sans leur laisser suffisamment de temps pour préparer leur contre-interrogatoire, en violation flagrante du droit à un procès équitable internationalement reconnu.

Les autorités du Bangladesh ont accéléré les audiences dans cette affaire suite à l'adoption de [sanctions américaines](#) contre le Bataillon d'action rapide (*Rapid Action Battalion* - RAB), une organisation paramilitaire connue pour ses exactions, et ses dirigeants en décembre 2021, ces derniers imputant la responsabilité de cette décision à des groupes de défense des droits humains tels qu'Odhikar. Ces dernières années, Khan, Elan et Odhikar ont fait l'objet de campagnes de diffamation, ont été critiqués et diabolisés par le gouvernement en raison de leur travail en faveur des droits humains. Le renouvellement de la licence d'Odhikar a finalement été [refusé](#) en juin 2022, après huit ans d'attente.

Au Bangladesh, les violations des droits humains commises par les forces de sécurité, notamment les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et les actes de torture, restent monnaie courante dans tout le pays, en toute impunité. Au lieu de poursuivre et de punir celles et ceux qui documentent et dénoncent les violations des droits humains, le gouvernement devrait mener des enquêtes et veiller à ce que les auteurs de ces violations rendent compte de leurs actes.

Le harcèlement d'Odhikar a été largement condamné par les [Procédures spéciales des Nations unies](#), le [Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme](#), le [Secrétaire-Général des Nations unies dans son dernier rapport sur les représailles](#) ou encore le [Parlement européen](#).

Nous exhortons les autorités du Bangladesh à libérer immédiatement et sans condition Adilur Rahman Khan et ASM Nasiruddin Elan, à annuler leurs condamnations et à mettre un terme au harcèlement judiciaire dont ils font l'objet.

Nous appelons également la communauté internationale à adopter une position ferme en faveur des défenseurs des droits humains au Bangladesh et à exiger la libération de toutes celles et de tous ceux qui sont détenus en représailles de leur travail légitime et infaillible.

Nous sommes solidaires d'Adilur et d'Elan.

Inspirés par leur courage, leur engagement et leur résilience, nous continuerons de nous battre jusqu'à ce qu'ils soient libérés et qu'ils puissent poursuivre leur action vitale en faveur des droits humains sans craindre d'être menacés.

Signataires :

1. ACAT Belgique - Belgique
2. ACAT España/Catalunya- Acción de los Cristianos para la Abolición de la Tortura - Espagne
3. ACAT Germany (Action by Christians for the Abolition of Torture) - Allemagne
4. Advocacy Forum - Népal
5. Al-Haq - Palestine
6. Alliance pour l'Universalité des Droits Fondamentaux (AUDF) - République Démocratique du Congo
7. ALTSEAN-Burma - Myanmar
8. Asia Alliance Against Torture (A3T) - Indonésie
9. Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA) - Thaïlande
10. Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (ANDDH) - Niger
11. Banglar Manabadhikar Suraksha Mancha (MASUM) - Inde
12. Center for Prisoners' Rights Japan (CPR) - Japon
13. Centre d'Action Sociale, de Réhabilitation et de Réadaptation pour les Victimes de la Torture et de la Guerre - SOHRAM - CASRA - Türkiye
14. Centre de Documentation et de Formation sur les Droits de l'Homme (CDFDH) - Togo
15. Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos (CIPRODEH) - Honduras
16. Changement Social Bénin - Bénin
17. Coalition Tunisienne Contre la Peine de Mort - Tunisie
18. Colectivo de Abogados y Abogadas José Alvear Restrepo CAJAR - Colombie
19. Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) - Togo
20. Comisión Ecuménica de Derechox Humanos (CEDHU) - Équateur
21. Comité Vietnam pour la défense des droits de l'Homme (VCHR) - Vietnam
22. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI) - Inde
23. Defender Center for Human Rights - Libye
24. DITSHWANELO - The Botswana Centre for Human Rights - Botswana
25. Egyptian Commission for Rights and Freedoms (ECRF) - Egypte
26. Ethiopian Human Rights Defenders Center (EHRDC) - Ethiopie
27. Federal Association of Vietnamese Refugees in the Federal Republic of Germany - Allemagne
28. Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH) - France
29. Fondation Martin Ennals - Suisse
30. Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos (INREDH) - Équateur
31. Greek Helsinki Monitor (GHM) - Grèce
32. Human Rights Association (IHD) - Türkiye
33. Human Rights Centre ZMINA - Ukraine
34. Human Rights Defenders Alert ~ India (HRDA) - Indie
35. Human Rights Movement "Bir Duino-Kyrgyzstan" - Kyrgyzstan
36. Humanist Union of Greece - Grèce
37. Institute for Peace and Democracy (IPD) - Azerbaïdjan
38. Justiça Global - Brésil

39. JusticeMakers Bangladesh in France (JMBF) - France
40. KARAPATAN - Philippines
41. Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law (KIBHR) - Kazakhstan
42. Kharkiv Human Rights Protection Group (KHPG) - Ukraine
43. League for the Defence of Human Rights in Iran (LDDHI) - Iran
44. Lebanese Center for Human Rights (CLDH) - Liban
45. Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos A.C (Limeddh) - Mexique
46. Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme - Algérie
47. Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH) - Tunisie
48. Maldivian Democracy Network (MDN) - Maldives
49. Manushya Foundation - Thaïlande & Laos
50. Minority Rights Group - Grèce
51. Mouvement Lao pour les Droits de l'Homme (MLDH) - Laos
52. Musawi - Pakistan
53. Norwegian Helsinki Committee (NHC) - Norvège
54. Observatoire des Droits de l'Homme au Rwanda (ODHR) - France
55. Observatorio Venezolano de Prisiones (OVP) - Venezuela
56. OPEN ASIA | Armanshahr Foundation - Afghanistan
57. Organisation Contre la Torture en Tunisie - Tunisie
58. Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) - Suisse
59. Palestinian Human Rights Organisation (PHRO) - Liban
60. People's Solidarity for Participatory Democracy (PSPD) - République de Corée
61. People's Watch - Inde
62. Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA) - Philippines
63. Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos (Provea) - Venezuela
64. Promo LEX Association - République de Moldavie
65. Sectoral Transparency Alliance on Natural Resource Governance in Cebu, Inc. (STANCe) - Philippines
66. Suara Rakyat Malaysia (SUARAM) - Malaisie
67. Syrian Center for Media and Freedom of Expression - Syrie
68. Task Force Detainees of the Philippines (TFDP) - Philippines
69. The Commission for the Disappeared and Victims of Violence (KontraS) - Indonésie
70. Transitional Justice Working Group (TJWG) - République de Corée
71. Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos - Guatemala (UDEFEGUA) - Guatemala
72. Union Arabe-Aramiens en Haute Mésopotamie - Türkiye